

KV.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE LEGISLATION - WETGEVING
- L ₁ -
10-06-1985
Transmis à M. <i>Coordination</i> Overgemaakt aan de H.

L.16.767/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisie par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 3 juin 1985, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur des amendements au projet de loi "portant des mesures fiscales et autres", a donné le 5 juin 1985 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 3e juni 1985 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over amendementen op het ontwerp van wet "houdende fiscale en andere maatregelen", heeft de 5e juni 1985 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations ci-après.

OBJETS DE L'AMENDEMENT.

On trouve une définition du premier objet de l'amendement dans l'article 4lbis, § 1er, alinéa 1er, dont le texte, comme l'observation en sera faite ci-après, appelle certaines critiques :

"§ 1er. - Sans préjudice des avantages accordés en vertu de la législation sur les accidents du travail ou les pensions de réparation, il est octroyé, en temps de paix, aux conditions et selon les modalités fixées par le Roi, une indemnité spéciale de 750.000 F. aux personnes visées au paragraphe 2 qui décèdent ou qui sont contraintes de quitter définitivement le service pour inaptitude physique, suite à l'exécution d'une mission de déminage, de police, de protection ou de secours, en cas de faits constitutifs d'acte intentionnel de violence".

L'amendement a également un second objet, défini au paragraphe 3 du même article :

"§ 3. - Indépendamment du montant de l'indemnité due conformément au paragraphe 1er, une indemnité complémentaire égale à 10 p. c. du montant précité est octroyée, aux conditions et selon les modalités déterminées par le Roi, à tout enfant à charge de la victime".

.../...

L'amendement est inspiré de textes semblables, à savoir :

- 1° la loi du 12 janvier 1970 relative à l'octroi d'une indemnité spéciale en cas d'accident aéronautique en temps de paix;
- 2° le projet de loi réglant l'octroi d'une indemnité spéciale aux ayants droits de certains membres des forces armées et agents civils de la Défense nationale décédés des suites d'un accident survenu en temps de paix et causé par des opérations de recherche, de neutralisation, de transport ou de destruction d'engins explosifs ou piégés (Chambre, 1982-1983, doc. n° 514-1).

OBSERVATIONS GENERALES..

A. Quant aux habilitations contenues dans l'amendement.

L'amendement donne trois habilitations au Roi :

- pour fixer les conditions et les modalités d'octroi de l'indemnité spéciale à la victime, à son conjoint ou à ses parents (article 41bis, § 1er, alinéa 1er);
- pour fixer les conditions et les modalités d'octroi de l'indemnité complémentaire aux enfants à charge de la victime (article 41bis, § 3);
- pour déterminer "ce qu'il faut entendre par parents et enfants à charge de la victime" (article 41bis, § 4).

Ces habilitations devraient permettre au Roi de régler plusieurs objets qui, dans les textes précédents, sont inscrits dans la loi elle-même. Il s'agit des objets suivants :

.../...

- 1° la détermination des ayants droit de la victime, qui peuvent prétendre à l'indemnité, et la détermination des catégories d'ayants droit selon un ordre de priorité (loi du 12 janvier 1970, article 4; projet de loi n° 514-1, article 4);
- 2° les modalités de répartition de l'indemnité entre les ayants droit (loi du 12 janvier 1970, article 5, §§ 1er et 2; projet de loi n° 514-1, article 5, § 1er);
- 3° les règles relatives à la condition d'être à charge de la victime, et aux présomptions dans cette matière (loi du 12 janvier 1970, article 5, § 4; projet de loi n° 514-1, article 5, § 3);
- 4° les cas d'exclusion du bénéfice de l'indemnité (loi du 12 janvier 1970, article 4, alinéa 1er, 1°, article 5, § 3, article 6, § 1er, 2°; projet de loi n° 514-1, article 4, alinéa 1er, 1°, article 6, § 1er, 2°);
- 5° en cas de procédure en divorce ou en séparation de corps et de contestation entre les diverses catégories d'ayants droit éventuels la compétence du tribunal de première instance pour déterminer les ayants droit, en statuant en équité, le ministère public entendu (loi du 12 janvier 1970, article 4, alinéa 2; projet de loi n° 514-1, article 4, alinéa 2);
- 6° les modalités de paiement de l'indemnité aux enfants (loi du 12 janvier 1970, article 7);
- 7° la procédure et les délais relatifs à l'introduction de la demande d'indemnité (loi du 12 janvier 1970, article 9; projet de loi n° 514-1, article 7).

.../...

Les habilitations contenues dans l'amendement sont rédigées en des termes peu précis. Elles ne suffisent certainement pas à conférer au Roi le pouvoir de régler tous les objets qui viennent d'être énumérés. Il appartient, dès lors, au Gouvernement de compléter l'amendement afin d'énoncer, dans cet amendement même, les dispositions nécessaires pour régler les objets indiqués.

B. Quant à certaines règles non prévues par l'amendement.

Par ailleurs, certaines dispositions contenues dans la loi du 12 janvier 1970 et dans le projet de loi n° 514-1, sont omises dans l'amendement et le Roi ne pourrait les établir. Il s'agit :

- de l'exclusion, à concurrence du montant de l'indemnité, de de l'attribution pour un même fait dommageable de dommages-intérêts à charge de l'Etat (loi du 12 janvier 1970, article 1er, § 2; projet de loi n° 514-1, article 2, § 2);
- de la subrogation de l'Etat dans les droits de la victime contre l'auteur du dommage, à concurrence du montant de l'indemnité payée (loi du 12 janvier 1970, article 1er, § 2; projet de loi n° 514-1, article 2, § 2);
- de l'exclusion de l'indemnité en cas de faute lourde de la victime (loi du 12 janvier 1970, article 3, § 3);
- de l'interdiction d'un éventuel cumul de l'indemnité prévue par l'amendement et de celle qui est établie par la loi du 12 janvier 1970;
- de la possibilité pour la victime potentielle de modifier les règles de priorité et de partage établies par les textes précités, voire de désigner elle-même les bénéficiaires de l'indemnité (loi du 12 janvier 1970, article 8; projet de loi n° 514-1, article 3).

Sur ces divers points, il appartient au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il n'y a pas lieu d'insérer dans l'amendement en projet, des règles semblables à celles qui sont contenues dans les dispositions citées.

C. Quant à la commission instituée par l'article 41bis, § 5.

Une commission est créée par l'article 41bis, § 5, en projet afin de statuer "en dernier ressort par décision motivée sur l'existence des conditions requises pour l'octroi de l'indemnité".

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, cette commission a un caractère juridictionnel; elle est semblable à celle qui est établie par l'article 10 de la loi du 12 janvier 1970, ou à celle qui est prévue par l'article 8 du projet de loi n° 514-1.

Le texte de l'amendement est trop sommaire. Le Conseil d'Etat ne peut que rappeler le texte qu'il avait proposé et justifié dans l'avis L. 5789/2 du 26 juin 1957 (Sénat, 1957-1958, doc. n° 117, spécialement pages 18 et 19) sur un avant-projet de loi instituant une prime spéciale d'accident aéronautique (1).

.../...

(1) Voir aussi l'avis du Conseil d'Etat L. 14.734/2, du 8 septembre 1982, sur un projet de loi réglant l'octroi d'une indemnité spéciale aux ayants droit de certains membres des forces armées et agents civils de la Défense nationale décédés des suites d'un accident survenu en temps de paix et causé par des opérations de recherche, de neutralisation, de transport ou de destruction d'engins explosifs ou piégés (Chambre, 1982-1983, doc. n° 514-1).

OBSERVATIONS PARTICULIERES.INTITULE.

L'intitulé se réfère à des actes intentionnels de violence. Il ressort de la justification de l'amendement et des renseignements donnés au Conseil d'Etat que l'amendement vise aussi "les explosions d'engins de guerre". Il s'agit là de l'hypothèse qui fait l'objet du projet de loi n° 514-1, à savoir les accidents causés "par des opérations de recherche, de neutralisation, de transport ou de destruction d'engins explosifs ou piégés". Cette hypothèse n'entre pas toujours dans la notion d'acte intentionnel de violence au sens précis de ces termes. Tel est le cas lorsque des militaires doivent désamorcer des bombes de guerre trouvées dans un champ, ou lorsqu'ils transportent des bombes qui explosent par accident.

La même observation vaut pour l'article 41bis, § 1er, alinéa 1er, en projet, en ce qui concerne la notion de mission de déminage.

Article 41bis.

L'article 41bis est long. Il le sera davantage s'il est complété. Aussi vaudrait-il mieux le scinder en plusieurs articles.

Paragraphe 1er, alinéa 1er.

Le texte n'est pas rédigé de manière logique, en tant qu'il porte qu'"il est octroyé ... une indemnité ... aux personnes... qui décèdent". En effet, en cas de décès d'une des personnes appartenant aux catégories énumérées au paragraphe 2, ce seront ses ayants droit qui bénéficieront de l'indemnité.

Par ailleurs, le texte devrait être amendé afin de préciser le lien requis entre l'accident survenu et les missions indiquées.

Paragraphe 1er, alinéa 2.

Par souci de concordance avec la terminologie employée dans l'article 34 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, il serait préférable d'écrire :

"Le montant fixé à l'alinéa 1er est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles applicables aux traitements du personnel des ministères".

Paragraphe 2, alinéa 1er.

L'expression "membres du personnel de la gendarmerie" gagnerait à être explicitée par une référence à l'article 2 de la loi du 27 décembre 1973. Mieux vaudrait donc écrire : "les personnes visées à l'article 2 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie".

De même, les mots "de la Sûreté de l'Etat" gagneraient à être précisés comme suit : "des services extérieurs de la section "Sûreté de l'Etat" de l'Administration de la Sûreté publique du Ministère de la Justice".

Enfin, l'expression "membres du personnel de la Défense nationale" devrait être remplacée par celle qui est utilisée dans le projet de loi n° 514-1, à savoir : "membres du personnel des forces armées et agents civils du Ministère de la Défense nationale, en ce compris les ouvriers militaires qui, dans les forces armées, occupent un emploi ou effectuent une mission définie par le Roi".

Paragraphe 2, alinéa 2.

Le mot "parents" est équivoque. Il pourrait être compris dans son sens étroit, qui est le plus usuel, comme désignant le père et la mère. Selon les explications données par les délégués du Ministre, le mot "parents" est pris dans un sens plus large; le paragraphe 4 habilite, d'ailleurs, le Roi à déterminer notamment ce qu'il faut entendre par le terme "parents".

Paragraphe 3.

1. L'indemnité accordée aux enfants de la victime n'est pas toujours "complémentaire" à l'égard de ceux-ci. Elle est complémentaire dans le cas où les enfants perçoivent l'indemnité spéciale visée aux paragraphes 1er et 2. Elle ne l'est pas chaque fois que l'indemnité spéciale est accordée à des personnes autres, notamment à la victime elle-même.

2. Par ailleurs, le caractère "indépendant" de l'indemnité particulière payée aux enfants se manifeste, semble-t-il, à divers égards et à divers égards seulement : les règles relatives à certaines exclusions (par exemple, le cas de faute lourde de la victime) et à la subrogation de l'Etat ne s'appliquent pas à l'octroi de cette indemnité (1).

Pour les raisons indiquées, il est proposé d'écrire :
"... une indemnité particulière de 75.000 francs est octroyée..."

.../...

(1) Cette observation est formulée encore que l'amendement n'énonce aucune des règles dont il s'agit (voir observation générale B).

3. La règle énoncée au paragraphe 1er, alinéa 2, doit aussi être applicable à l'indemnité particulière allouée aux enfants.

Paragraphe 6.

Afin de mieux exprimer les intentions du Gouvernement, il convient de rédiger le paragraphe 6 comme suit :

"§ 6. Le présent article s'applique aux dommages résultant d'accidents ou d'actes intentionnels de violence postérieurs au 1er novembre 1979".

Article 41ter.

1. Au 2°, le nouvel alinéa en projet doit être rédigé comme suit : "Le montant fixé par l'alinéa 1er est lié... (la suite comme il est proposé pour l'article 41bis, § 1er, alinéa 2).

2. Le montant de 1.600.000 F., fixé par la disposition insérée à l'article 3, § 1er, de la loi du 12 janvier 1970 par l'arrêté royal du 25 avril 1975, n'est pas lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

3. Selon l'article 11 de la loi du 12 janvier 1970, "le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, ... 2° relever, lorsqu'intervient une situation nouvelle, les taux de l'indemnité, tels qu'ils sont fixés par la présente loi".

Cette habilitation donnée au Roi n'est pas supprimée. Il s'ensuit qu'Il pourrait relever le taux de l'indemnité fixé à 750.000 francs et désormais lié au "régime de mobilité". En d'autres termes, la considération de la justification de l'amendement selon laquelle, "pour des raisons d'équité, il est nécessaire d'aligner le montant de l'indemnité prévue en cas d'accident d'avions militaires (loi du 12 janvier 1970) sur celui fixé par le présent amendement", pourrait être, à l'avenir, tenue en échec.

Selon les délégués du Ministre, c'est à dessein que l'habilitation donnée au Roi n'est pas supprimée car il faut permettre que l'indemnité établie par la loi du 12 janvier 1970 puisse être supérieure à celle que fixe l'amendement en son article 41bis. S'il en est ainsi, le dernier alinéa de la justification de l'amendement n'est guère adéquat et il devrait être revu.

Wegens de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich beperken tot de hiernavolgende opmerkingen.

STREKKINGEN VAN HET AMENDEMENT.

Een omschrijving van de eerste strekking van het amendement vindt men in artikel 41bis, § 1, eerste lid, bij welke tekst op enkele punten bezwaar is te maken, zoals hierna zal worden opgemerkt :

"§ 1. - Onverminderd de voordelen krachtens de wetgeving op de werkongevallen of de vergoedingspensioenen, wordt in vreedetijd, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgesteld door de Koning, een bijzondere vergoeding toegekend van 750.000 F. aan de personen die overlijden of die wegens lichamelijke ongeschiktheid genoodzaakt zijn de dienst definitief te verlaten, tengevolge van de uitvoering van een opdracht in verband met ontmijsing, politie, bescherming of hulpverlening, in geval van opzettelijke gewelddaden".

Het amendement heeft nog een tweede strekking, die omschreven wordt in paragraaf 3 van hetzelfde artikel :

"§ 3. - Bij toekenning van de in de eerste paragraaf bepaalde vergoeding, wordt bovendien een bijkomende vergoeding gelijk aan 10 pct. van het bedrag van de voormelde vergoeding toegekend, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten door de Koning bepaald, aan elk kind ten laste van het slachtoffer".

.../...

Voor het amendement is aansluiting gezocht bij soortgelijke teksten, namelijk :

- 1° de wet van 12 januari 1970 betreffende de toekenning van een bijzondere vergoeding in geval van luchtvaartongeval in vredestijd;
- 2° het wetsontwerp tot toekenning van een bijzondere vergoeding aan de rechthebbenden van sommige personeelsleden van de krijgsmacht en burgerlijke personeelsleden van Landsverdediging overleden ten gevolge van een ongeval in vredestijd veroorzaakt door werkzaamheden in verband met de opsporing, de neutralisatie, het vervoer of de vernietiging van ontploffings- of valstriktuigen (Kamer, 1982-1983, Gedr. St. nr. 514-1).

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Wat betreft de in het amendement vervatte machtigingen.

Het amendement verleent drieërlei machtiging aan de Koning :

- om de voorwaarden en de nadere regels vast te stellen inzake de toekenning van de bijzondere vergoeding aan het slachtoffer, aan zijn of haar echtgenoot of aan zijn of haar verwanten (artikel 4lbis, § 1, eerste lid);
- om de voorwaarden en de nadere regels vast te stellen inzake de toekenning van de bijkomende vergoeding aan de kinderen ten laste van het slachtoffer (artikel 4lbis, § 3);
- om te bepalen "wat dient te worden verstaan onder verwanten en kinderen van het slachtoffer" (artikel 4lbis, § 4).

.../...

Die machtigingen zouden de Koning in staat moeten stellen verscheidene aangelegenheden te regelen die in de vorige teksten, in de wet zelf worden geregeld. Het gaat om de volgende aangelegenheden :

- 1° het bepalen van de rechthebbenden van het slachtoffer, die aanspraak kunnen maken op de vergoeding, en het bepalen van de categorieën van rechthebbenden volgens een orde van voorrang (wet van 12 januari 1970, artikel 4; wetsontwerp nr. 514-1, artikel 4);
- 2° de nadere regels voor het omslaan van de vergoeding over de rechthebbenden (wet van 12 januari 1970, artikel 5, §§ 1 en 2; wetsontwerp nr. 514-1, artikel 5, § 1).
- 3° de regels betreffende de voorwaarde dat men ten laste moet zijn van het slachtoffer, en betreffende de vermoedens op dat stuk (wet van 12 januari 1970, artikel 5, § 4; wetsontwerp nr. 514-1, artikel 5, § 3);
- 4° de gevallen van uitsluiting van het voordeel van de vergoeding (wet van 12 januari 1970, artikel 4, eerste lid, 1°, artikel 5, § 3, artikel 6, § 1, 2°; wetsontwerp nr. 514-1, artikel 4, eerste lid, 1°, artikel 6, § 1, 2°);
- 5° in geval van procedure tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed en in geval van betwisting onder de verschillende categorieën van eventuele rechthebbenden, de bevoegdheid van de rechtbank van eerste aanleg om naar billijkheid, het openbaar ministerie gehoord, te bepalen wie de rechthebbenden zijn (wet van 12 januari 1970, artikel 4, tweede lid; wetsontwerp nr. 514-1, artikel 4, tweede lid);
- 6° de nadere regels voor de betaling van de vergoeding aan de kinderen (wet van 12 januari 1970, artikel 7);
- 7° de procedure en de termijnen betreffende de indiening van de aanvraag tot het verkrijgen van de vergoeding (wet van 12 januari 1970, artikel 9; wetsontwerp nr. 514-1, artikel 7).

.../...

De in het amendement vervatte machtigingen zijn niet zeer nauwkeurig geformuleerd. Zij volstaan zeker niet om aan de Koning de bevoegdheid te verlenen om alle hiervoren opgesomde aangelegenheden te regelen. De Regering behoort het amendement dan ook aan te vullen opdat in dat amendement zelf de bepalingen voorkomen die nodig zijn om de vermelde aangelegenheden te regelen.

B. Wat betreft sommige regels waarin het amendement niet voorziet.

Anderzijds worden sommige bepalingen van de wet van 12 januari 1970 en van wetsontwerp nr. 514-1 achterwege gelaten in het amendement en de Koning zou ze niet kunnen vaststellen. Het gaat om :

- de uitsluiting, tot het beloop van het bedrag van de vergoeding, van de toekenning van schadevergoeding ten bezware van de Staat voor hetzelfde schadelijk feit (wet van 12 januari 1970, artikel 1, § 2; wetsontwerp nr. 514-1, artikel 2, § 2);
- de indeplaatsstelling van de Staat in de rechten van het slachtoffer tegen degene die de schade heeft veroorzaakt, tot het beloop van het bedrag van de betaalde vergoeding (wet van 12 januari 1970, artikel 1, § 2, wetsontwerp nr. 514-1, artikel 2, § 2);
- de uitsluiting van de vergoeding in geval van grove fout van het slachtoffer (wet van 12 januari 1970, artikel 3, § 3);
- het verbod van een eventuele cumulatie van de vergoeding waarin het amendement voorziet met die welke de wet van 12 januari 1970 bepaalt;
- de mogelijkheid voor het potentiële slachtoffer om de bij de voornoemde teksten gestelde regels inzake prioriteit en deling te wijzigen, en om zelf de rechthebbenden op de vergoeding aan te wijzen (wet van 12 januari 1970, artikel 8; wetsontwerp nr. 514-1, artikel 3).

.../...

Dienaangaande komt het de Regering en de Wetgevende Kamers toe uit te maken of in het ontworpen amendement geen regels moeten worden ingevoegd als die welke voorkomen in de aangehaalde bepalingen.

C. Wat betreft de commissie, ingesteld bij artikel 4lbis, § 5.

Door het ontworpen artikel 4lbis, § 5, wordt een commissie opgericht om "in laatste aanleg, bij gemotiveerde beslissing te oordelen of aan de vereisten tot het toekennen van de vergoeding voldaan werd".

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, is die commissie van justitiële aard; zij vertoont gelijkenis met die welke ingesteld is bij artikel 10 van de wet van 12 januari 1970, of met die welke in het vooruitzicht is gesteld door artikel 8 van wetsontwerp nr. 514-1.

De tekst van het amendement is te summier. De Raad van State kan alleen maar de tekst in herinnering brengen die hij had voorgesteld en verantwoord in het advies L. 5789/2 van 26 juni 1957 (Senaat, 1957-1958, Gedr. St. nr. 117, inzonderheid bladzijden 18 en 19) over een voorontwerp van wet houdende instelling van een bijzondere premie wegens luchtvaartongeval (1).

.../...

(1) Zie ook het advies van de Raad van State L. 14.734/2, van 8 september 1982, over een ontwerp van wet tot toekenning van een bijzondere vergoeding aan de rechthebbenden van sommige personeelsleden van de krijgsmacht en burgerlijke personeelsleden van Landsverdediging overleden ten gevolge van een ongeval in vreedetijd, bij het opzoeken, de neutralisatie, het vervoer of de vernietiging van ontplofings- of valstrikstuigen (Kamer, 1982-1983, Gedr. St. nr. 514-1).

BIJZONDERE OPMERKINGEN.OPSCHRIFT.

Het opschrift maakt gewag van opzettelijke geweld-daden. Uit de verantwoording van het amendement en uit aan de Raad van State verschafte inlichtingen blijkt dat het amendement ook betrekking heeft op "de ontploffing van oor-logswapens". Het betreft hier het geval waarop wetsontwerp nr. 514-1 betrekking heeft, met name de ongevallen die ver-oorzaakt zijn "door werkzaamheden in verband met de opsporing, de neutralisatie, het vervoer of de vernietiging van ont-ploffings- of valstriktuigen". Dit laatste geval is niet altijd onder te brengen in het begrip "opzettelijke geweld-daad" in de precieze betekenis van die termen. Dat is zo wanneer militairen in een veld gevonden oorlogsbommen on-schadelijk moeten maken of wanneer zij bommen vervoeren die door een noodlottig toeval exploderen.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 4lbis, § 1, eerste lid, wat het begrip ontmijnings-opdracht betreft.

Artikel 4lbis.

Artikel 4lbis is lang. Het zal nog langer zijn als het wordt aangevuld. Het zou dan ook beter zijn het in verscheidene artikelen te splitsen.

Paragraaf 1, eerste lid.

De tekst is niet zeer logisch gesteld in zoverre hij bepaalt dat "een vergoeding ... (wordt toegekend) aan de personen die overlijden". Bij overlijden van een persoon

die tot de in paragraaf 2 genoemde categorieën behoort, zijn het immers zijn rechtverkrijgenden die de vergoeding zullen trekken.

Bovendien zou de tekst verbeterd moeten worden om duidelijk aan te geven welk verband er moet bestaan tussen het ongeval dat heeft plaatsgehad in de genoemde opdrachten.

Paragraaf 1, tweede lid.

Ter wille van de overeenstemming met de terminologie die gebruikt is in artikel 34 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, zou het verkieslijk zijn te schrijven :

"Het in het eerste lid vastgestelde bedrag ondergaat de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de regelen die op de wedden van het personeel van de ministeries toepasselijk zijn".

Paragraaf 2, eerste lid.

Het zou beter zijn de uitdrukking "personeelsleden van de rijkswacht" te verduidelijken door verwijzing naar artikel 2 van de wet van 27 december 1973. Het zou dus beter zijn te schrijven : "de personen bedoeld in artikel 2 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het actief kader van het operationeel korps van de rijkswacht".

.../...

Evenzo zou het beter zijn de woorden "van de Staatsveiligheid" op de volgende wijze nader te bepalen : "van de buitendiensten van de afdeling "Staatsveiligheid" van het Bestuur van de Openbare Veiligheid van het Ministerie van Justitie".

Ten slotte zou de uitdrukking "personeelsleden van Landsverdediging" vervangen moeten worden door die welke in wetsontwerp nr. 514-1 gebruikt is, namelijk : "personeelsleden van de krijgsmacht en burgerlijke personeelsleden van het Ministerie van Landsverdediging, met inbegrip van de militaire werklieden, die binnen de krijgsmacht een ambt uitoefenen of een opdracht vervullen die door de Koning wordt bepaald".

Paragraaf 2, tweede lid.

De Franse term "parents" is dubbelzinnig. Men zou hem in zijn enge betekenis, die de gebruikelijkste is, kunnen opvatten, dit wil zeggen er de vader en de moeder onder verstaan. Volgens de door de gemachtigden van de Minister verschaftte uitleg wordt het woord "parents" in de ruimere zin opgevat; paragraaf 4 machtigt trouwens de Koning tot het bepalen van wat bepaaldelijk onder de term "parents" moet worden verstaan.

Paragraaf 3.

1. De vergoeding die aan de kinderen van het slachtoffer wordt toegekend, is niet altijd "bijkomend" ten opzichte van die kinderen. Zij is bijkomend wanneer de kinderen de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde bijzondere

.../...

vergoeding ontvangen. Zij is niet bijkomend telkens als de bijzondere vergoeding aan andere personen wordt toegekend, onder meer aan het slachtoffer zelf.

2. Dat de bijzondere vergoeding die aan de kinderen wordt uitbetaald een eigen karakter vertoont, komt naar het schijnt tot uiting in verscheidene opzichten : de voorschriften in verband met bepaalde uitsluitingen (bij voorbeeld, het geval dat het slachtoffer een grove fout gemaakt heeft) en in verband met de indeplaatsstelling van de Staat vinden geen toepassing op de toekenning van deze vergoeding (1).

Om de opgegeven redenen wordt voorgesteld te schrijven : "... wordt een bijzondere vergoeding van 75.000 frank toegekend ...".

3. De regel die in paragraaf 1, tweede lid, geformuleerd is, moet ook toepasselijk zijn op de bijzondere vergoeding die aan de kinderen wordt toegekend.

Paragraaf 6.

Om de bedoeling van de Regering beter tot uitdrukking te brengen, behoort paragraaf 6 als volgt te worden geredigeerd :

.../...

(1) Deze opmerking wordt gemaakt ofschoon geen enkel van de voorschriften waarover het gaat in het amendement geformuleerd is (zie algemene opmerking B).

"§ 6. Dit artikel is van toepassing op de schade die het gevolg is van ongevallen of van opzettelijke gewelddaden die zich hebben voorgedaan na 1 november 1979".

Artikel 41ter.

1. In 2° moet het ontworpen nieuwe lid als volgt worden geredigeerd : "Het in het eerste lid bepaalde bedrag ondergaat de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen (voorts zoals voorgesteld voor artikel 41bis, paragraaf 1, tweede lid)".

2. Het bedrag van 1.600.000 fr., vastgesteld door de bepaling die bij het koninklijk besluit van 25 april 1975 ingevoegd is in artikel 3, § 1, van de wet van 12 januari 1970, ondergaat niet de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen.

3. Volgens artikel 11 van de wet van 12 januari 1970 "(kan) de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, ... 2° de in deze wet vastgestelde bedragen van de vergoeding verhogen, wanneer een nieuwe toestand zich voordoet".

Deze aan de Koning verleende machtiging vervalt niet. Daaruit volgt dat Hij het bedrag van de vergoeding, die bepaald is op 750.000 frank en voortaan aan de "mobiliteitsregeling" gekoppeld is, zou kunnen verhogen. Met andere woorden, de in de verantwoording van het amendement gemaakte overweging dat "het om billijkheidsredenen

.../...

noodzakelijk (is) het bedrag van de vergoeding waarin voorzien is bij ongevallen van militaire vliegtuigen (wet van 12 januari 1970 in overeenstemming te brengen met het door dit amendement vastgestelde bedrag", zou in de toekomst in het gedrang kunnen komen.

Volgens de gemachtigden van de Minister is de aan de Koning verleende machtiging opzettelijk niet opgeheven, daar men het mogelijk moet maken dat de bij de wet van 12 januari 1970 ingevoerde vergoeding hoger kan zijn dan die welke het amendement in zijn artikel 4lbis vaststelt. Is dat zo dan is de laatste alinea van de verantwoording van het amendement weinig geschikt en zou zij moeten worden herzien.

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT,
de Heren :

J.-J. STRYCKMANS,
P. FINCOEUR,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

Ch. HUBERLANT.